



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.819/4
du 30 juin 2025

advies 77.819/4
van 30 juni 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au trajet de réintégration
du militaire qui ne peut plus
exercer sa fonction
temporairement ou
définitivement pour motif
de santé'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het
re-integratietraject van
de militair die om
gezondheidsredenen tijdelijk
of definitief zijn functie niet
meer kan uitoefenen'

Le 3 juin 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'relatif au trajet de réintégration du militaire qui ne peut plus exercer sa fonction temporairement ou définitivement pour motif de santé'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 juin 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juin 2025.

*

Op 3 juni 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het re-integratietraject van de militair die om gezondheidsredenen tijdelijk of definitief zijn functie niet meer kan uitoefenen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 juni 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juni 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Le projet emportant le traitement de données à caractère personnel sensibles, à savoir les données relatives à la santé du militaire, il sera en conséquence soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données ¹.

2. L'article 95 de la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail' énonce :

« Le Roi prend les mesures prévues par la présente loi après avoir demandé l'avis du Conseil supérieur visé à l'article 44, sauf les mesures visées aux articles 49, 50, 51, 53, 56, 58 à 60, 62, 63, 65, alinéa 2, 66 et 76. Il prend ces mesures après avoir demandé l'avis du Conseil national du Travail.

Le Conseil supérieur donne son avis dans les six mois suivant la demande qui lui en est faite. Le ministre qui demande l'avis dans le cadre de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, peut limiter ce délai, en respectant au minimum un délai de 14 jours calendriers. Dans d'autres cas d'urgence, le ministre qui demande l'avis peut limiter ce délai à deux mois. Après l'expiration de ces délais, il peut y être passé outre.

Le Conseil national du Travail donne son avis dans les deux mois suivant la demande qui lui en est faite. Après l'expiration de ce délai, il peut y être passé outre ».

¹ L'avis de l'Autorité de protection des données a été recueilli lors de l'élaboration du projet devenu l'arrêté royal du 11 septembre 2022 'modifiant le code du bien-être au travail concernant le trajet de réintégration pour les travailleurs en incapacité de travail' qui a inséré, dans le Code du bien-être au travail, le trajet de réintégration auquel le projet examiné entend déroger.

Dès lors que l'arrêté examiné se fonde en partie sur l'habilitation conférée au Roi par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 4 aout 1996, il doit être considéré comme une des « mesures prévues par la présente loi » au sens de l'article 95 de la loi du 4 aout 1996.

L'auteur du projet veillera donc à recueillir l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'article 108 de la Constitution sera visé dans un nouvel alinéa 1^{er} dès lors que cette disposition, lue en combinaison avec l'article 68, § 3, alinéa 5, 2^o, a) et c), de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées', constitue le fondement juridique des articles 11 et 12, alinéa 2, du projet.

Ces dispositions énoncent en effet une possibilité, et non l'obligation, pour le conseiller en prévention-médecin du travail et pour le chef de corps d'initier la procédure d'évaluation de l'aptitude médicale organisée par l'arrêté royal du 10 aout 2005 'relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme'.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Afin de cerner avec précision ce qu'il convient d'entendre par « candidat militaire », mieux vaut, comme en a convenu le délégué, compléter l'article 1^{er}, 1^o, par les mots « visé à l'article 3/1 de la même loi ».

Article 2

Il n'y a guère de sens de renvoyer à l'article I.4-73, § 4, du Code du bien-être au travail pour définir le formulaire d'évaluation de réintégration dès lors que son utilisation et son contenu sont déterminés par le projet.

Le 12^o sera omis.

Article 4

L'article 4 fait usage de l'expression « un règlement arrêté par le Ministre ».

Il y a lieu de rappeler que cette formule, déjà critiquée à de nombreuses reprises par la section de législation, est ambiguë dans la mesure où elle pourrait être interprétée comme permettant à l'autorité d'adopter un acte normatif échappant aux formalités qui doivent être accomplies pour l'adoption d'un arrêté ministériel ².

Les mots « sont fixés dans un règlement arrêté par le Ministre » seront remplacés par les mots « sont arrêtés par le Ministre ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 4/1, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 10 août 2005 (article 23 du projet).

Article 9

Par souci de clarté, la rédaction du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sera revue comme suit :

« Dans les quatorze jours à partir du lendemain du jour de la réception de la demande de trajet de réintégration, le conseiller en prévention-médecin du travail procède à l'évaluation de la réintégration du militaire après l'avoir convoqué ».

Article 17

De l'accord du délégué, les mots « dans le même délai que celui visé à l'article 13 » seront remplacés par les mots « dans le même délai que celui visé à l'article 16 ».

Article 18

1. Interrogé sur l'absence de disposition imposant à l'« employeur » de contacter le militaire en cas de non-réaction de ce dernier au plan de réintégration alors qu'une obligation analogue est prévue à l'article I.4-75 du Code du bien-être au travail, le délégué a expliqué :

« Cet élément n'a pas été repris dans le projet en vue d'une simplification administrative ».

L'arrêté en projet détermine, par application de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 4 août 1996, un trajet de réintégration spécifique aux forces armées dérogeant à celui déterminé dans le chapitre VI du titre 4 du Livre 1^{er} du Code du bien-être au travail.

² Voir récemment l'avis 76.529/4 donné le 3 juillet 2024 sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 août 2024 'relatif à l'octroi d'une allocation de compétences pédagogiques aux militaires des forces armées'.

L'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 4 août 1996 énonce :

« Le Roi peut fixer des mesures spécifiques afin de tenir compte de la situation spécifique notamment des travailleurs à domicile, des domestiques, du personnel de maison, des petites et moyennes entreprises, des forces armées, des services de police et des services de protection civile en vue d'obtenir un niveau de protection équivalent ».

Le Roi ne peut donc s'écarter des dispositions organisant le trajet de réintégration fixé dans le Code du bien-être au travail que dans la mesure où cela se révèle nécessaire au regard de la situation spécifique des forces armées en vue d'obtenir un niveau de protection équivalent.

Le motif de « simplification administrative » invoqué ne paraît pas adéquat en vue de justifier la non-reproduction de certaines modalités visant à protéger le travailleur.

Sauf à pouvoir démontrer que cette dérogation est justifiée au regard de la situation spécifique des forces armées, l'article 18 du projet sera modifié afin d'y intégrer la modalité de rappel prévue à l'article I.4-75 du Code du bien-être au travail.

2. À l'alinéa 4, les mots « ou d'absence de réaction dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} » sont superflus puisqu'il découle de l'alinéa 3 que l'absence de réaction doit être considérée comme un refus. Ces mots seront omis.

Article 20

Interrogé sur la procédure à suivre en cas de réexamen du plan de réintégration dans les hypothèses visées aux alinéas 2 et 3, le délégué a expliqué :

« Afin de le clarifier, l'article 20 peut être complété par un nouvel alinéa : 'Le réexamen visé aux alinéas 2 et 3 consiste à reprendre le trajet de réintégration conformément aux articles 9 à 19' ».

La disposition sera revue en ce sens.

Article 22

1. L'article 2, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 10 août 2005 énonce :

« Le chef de corps doit entamer la procédure de comparution devant la CMAR à l'égard du militaire qui :

1° entre dans son sixième mois d'absence pour motif de santé, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois consécutifs, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois sur une période de douze mois ;

2° se trouve à nouveau en absence pour motif de santé dans les 30 jours suivant une reprise de service consécutive à une aptitude prononcée lors de l'examen médical préalable à une comparution devant la CMAR ou par la CMAR ou la CMARAA ».

Interrogé sur le fondement juridique de cette disposition, le délégué a expliqué :

« Le fondement juridique est l'article 68, § 3, alinéa 5, 4°, de la loi du 28 février 2007 précitée, *juncto* l'article 68, § 3, alinéa 4, 3°. En effet, dans le cas du § 3, alinéa 5, 4°, la procédure CMAR doit être entamée. Afin de pouvoir appliquer cette disposition, il faut qu'une autorité soit déterminée pour entamer la procédure. Si le Conseil d'État l'estime nécessaire, l'article 108 de la Constitution peut être ajouté dans le préambule ».

Le délégué a encore expliqué :

« (...) pour la justification du nouveau 1°, il faut considérer que le militaire en absence pour motif de santé est une constatation du fait que le militaire ne répond plus à son profil médical et qu'il ne peut donc pas exercer sa fonction. Nous précisons que les absences pour motifs de santé doivent obligatoirement être couvertes par un certificat médical, ce qui signifie qu'un médecin a constaté que le militaire ne peut, ne fût-ce que temporairement, exercer sa fonction au regard du profil médical requis. Toutefois, seule la CMAR est compétente pour apprécier le profil médical du militaire et se prononcer sur l'aptitude médicale au service comme militaire. Ainsi, lorsque le militaire entre dans un sixième mois d'absence pour motif de santé, il doit comparaître devant la CMAR. La procédure est dès lors déclenchée par le chef de corps, l'autorité militaire qui peut constater la durée de l'absence de plus de six mois et qui est compétent pour entamer cette procédure.

La même logique s'applique au nouveau 2°. En effet, lorsqu'un militaire connaît une rechute et se retrouve de nouveau en absence pour motif de santé, quand bien même il aurait été reconnu apte par la CMAR, il continue de ne pas répondre à son profil médical puisqu'il ne peut à nouveau pas exercer sa fonction. À nouveau, ceci doit être constaté par un médecin qui délivre un certificat médical. Nous considérons à ce moment-là qu'il se trouve à nouveau six mois après la première constatation médicale selon laquelle il ne répond pas à son profil médical, une nouvelle appréciation par la CMAR s'impose également. Il s'agit surtout dans ce cas, de ne pas devoir encore attendre un délai supplémentaire de six mois et obtenir une appréciation plus rapide de la CMAR ».

2.1. L'article 68, § 3, de la loi du 28 février 2007 énonce :

« Le militaire doit satisfaire aux critères d'aptitude médicale correspondant au profil médical exigé.

Les critères d'aptitude médicale sont fixés par le Roi, selon le cas, par filière de métiers, fonction ou fonction annexe.

Le cas échéant, le Roi peut, pour l'exercice de certaines activités, fixer des critères d'aptitude médicale complémentaires.

De plus, le Roi fixe :

- 1° les autorités qui doivent donner un avis quant à l'aptitude médicale du militaire ;
- 2° les autorités qui sont compétentes pour décider de l'aptitude médicale du militaire ;
- 3° la procédure donnant lieu à l'appréciation de l'aptitude médicale du militaire.

L'appréciation de l'aptitude médicale a lieu :

- 1° selon une périodicité que le Roi fixe par fonction, fonction annexe ou poste ;

2° à la demande du :

- a) chef de corps du militaire concerné ;
- b) militaire concerné ;
- c) conseiller en prévention-médecin du travail compétent pour l'unité du militaire concerné ;
- d) médecin chargé de l'appui médical de l'unité à laquelle appartient le militaire concerné ;
- e) les autorités désignées par le Roi ;

3° au moment où le militaire rejoint son unité après une absence ininterrompue pour motif de santé de plus de vingt-huit jours ;

4° au plus tard six mois après le moment où il a été constaté que le militaire concerné ne répondait plus à son profil médical.

Sur une période de trente-six mois consécutifs, la durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder vingt-quatre mois.

Toutefois, la commission militaire d'aptitude et de réforme ou la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel peut prolonger cette durée par tranche de maximum douze mois, jusqu'à une durée maximale de soixante mois, dans les cas suivants :

1° pour le militaire atteint d'une affection pour laquelle il y a suffisamment d'indices de guérison possible ;

2° pour le militaire atteint de maladie grave et de longue durée.

Par maladies graves et de longue durée, on entend uniquement les maladies chroniques, somatiques ou physiques de longue durée ».

Les travaux préparatoires précisent au sujet de cette disposition :

« Le paragraphe 3 fixe les modalités d'appréciation des critères d'aptitude médicale. Cette appréciation est effectuée via un examen médical lors duquel il est apprécié si le militaire répond au profil médical requis.

Ce profil médical peut varier en fonction de la fonction que le militaire exerce ou de la filière de métier.

Dans ce domaine il convient que le législateur délègue ses compétences au pouvoir exécutif, vu le caractère médico-technique ou de pure procédure de la matière.

L'alinéa 5 du paragraphe 3 habilite le Roi à fixer la périodicité de cette appréciation. Outre cette appréciation périodique, une possibilité d'appréciation à la demande a été introduite. Cette demande peut émaner soit du chef de corps du militaire concerné lorsque ce chef de corps estime que le militaire ne répond plus au profil médical exigé, soit du militaire concerné lorsque ce dernier doute lui-même de son aptitude, soit d'une autorité désignée par le Roi comme par exemple le médecin-inspecteur du travail. Enfin, une appréciation est prévue suite à une inaptitude temporaire ininterrompue de plus de vingt-huit jours d'absence pour motif de santé ou de six mois suite à une première constatation d'inaptitude.

L'alinéa 6 fixe la période maximale durant laquelle un militaire peut être absent pour motif de santé. L'alinéa 7 fixe les circonstances dans lesquelles et les durées pour lesquelles la période fixée à l'alinéa précédent peut être prolongée. Ceci pourrait être le cas du militaire atteint d'une maladie de longue durée pour laquelle il y existe cependant suffisamment d'indices de guérison possible »³.

2.2. Contrairement à ce qui résulte des explications du délégué, les hypothèses visées par la disposition en projet ne semblent pas recouvrir celle envisagée à l'article 68, § 3, alinéa 5, 4°, de la loi du 28 février 2007⁴.

L'habilitation conférée au Roi par l'article 68, § 3, alinéa 4, 3°, de cette loi en vue de déterminer « la procédure donnant lieu à l'appréciation de l'aptitude médicale du militaire » doit par ailleurs être interprétée à la lumière de l'économie générale de l'article 68, § 3, lequel énumère de manière exhaustive, en son alinéa 5, les cas dans lesquels une telle appréciation peut ou doit être effectuée, et en tenant compte du principe de légalité consacré par l'article 182 de la Constitution⁵.

L'habilitation permet donc uniquement au Roi de déterminer comment cette appréciation doit être menée dans les cas limitativement prévus par la loi.

L'article 108 de la Constitution⁶ ne saurait par ailleurs autoriser la détermination de cas supplémentaires dans lesquels l'évaluation de l'aptitude médicale serait prescrite.

En l'absence de fondement juridique adéquat, l'article 22 du projet, en tant qu'il impose au chef de corps d'entamer la procédure de comparution du militaire devant la commission militaire d'aptitude et de réforme, ne peut donc être adopté.

³ Projet de loi « modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire », *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2879/001, pp. 37-38.

⁴ Si tel était le cas, l'article 2, alinéa 1^{er}, en projet devrait alors se limiter à préciser que le chef de corps doit entamer la procédure d'évaluation de l'aptitude médicale dans l'hypothèse envisagée à l'article 68, § 3, alinéa 5, 4°, de la loi du 28 février 2007.

⁵ Au sujet de cette disposition constitutionnelle, la Cour constitutionnelle a jugé, dans son arrêt n° 90/2015 du 18 juin 2015 :

« B.2.1. L'article 182 de la Constitution dispose : 'Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires'. En attribuant au pouvoir législatif les compétences précitées, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul la force armée. L'article 182 de la Constitution garantit ainsi à tout militaire qu'il ne pourrait être soumis à des obligations sans que celles-ci aient été décidées par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

B.2.2. Bien que l'article 182 de la Constitution réserve la compétence normative au législateur fédéral, il n'exclut cependant pas que le législateur attribue un pouvoir limité d'exécution au Roi ou à une autre autorité. Une délégation conférée au Roi n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur ».

⁶ Dans l'exercice du pouvoir qu'il tient de l'article 108 de la Constitution, le Roi ne peut ni étendre la portée de la loi, ni la restreindre, et il Lui appartient de dégager du principe de la loi et de son économie générale, les conséquences qui en dérivent naturellement, d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit.

La disposition examinée serait en revanche admissible si elle était revue de manière à conférer une faculté au chef de corps du militaire concerné d'entamer la procédure d'évaluation de l'aptitude médicale, à l'instar de ce qui est prévu par l'article 12, alinéa 2, du projet. Une telle modification permettrait à la disposition de s'inscrire dans le champ d'application de l'article 68, § 3, alinéa 5, 2°, a), de la loi du 28 février 2007, lequel prévoit que l'appréciation de l'aptitude médicale peut être initiée à la demande du chef de corps.

L'article 22 du projet sera revu à la lumière de ce qui précède.

Article 23

Au paragraphe 2, 4°, a), en projet, il sera renvoyé l'article 6, « alinéa » 2.

Article 27

L'article 27 dispose que l'arrêté en projet « entre en vigueur le XXXX ».

Cette date sera fixée de manière à laisser aux destinataires de l'arrêté en projet un délai raisonnable pour prendre connaissance des normes qu'il contient.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en met overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Aangezien het ontwerp met zich meebrengt dat gevoelige persoonsgegevens worden verwerkt, te weten gegevens met betrekking tot de gezondheid van de militair, moet het bijgevolg voor advies worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.¹

2. Artikel 95 van de wet van 4 augustus 1996 ‘betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk’ luidt als volgt:

“De Koning neemt de in deze wet bedoelde maatregelen na het inwinnen van het advies van de in artikel 44 bedoelde Hoge Raad, behalve de maatregelen bedoeld in de artikelen 49, 50, 51, 53, 56, 58 tot 60, 62, 63, 65, tweede lid, 66 en 76. Deze maatregelen neemt hij na het inwinnen van het advies van de Nationale Arbeidsraad.

De Hoge Raad geeft zijn advies binnen zes maanden nadat hem dit gevraagd is. De minister die het advies vraagt in het kader van artikel 4, § 1, vierde lid, kan deze termijn beperken, met inachtneming van een minimumtermijn van 14 kalenderdagen. In andere spoedeisende gevallen kan de minister die het advies vraagt, deze termijn beperken tot twee maanden. Zodra deze termijnen verstreken zijn, mag er aan voorbijgegaan worden.

De Nationale Arbeidsraad geeft zijn advies binnen twee maanden nadat hem dit gevraagd is. Na het verstrijken van deze termijn mag er aan voorbijgegaan worden.”

¹ Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is ingewonnen bij de uitwerking van het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 11 september 2022 ‘tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk wat het re-integratietraject voor arbeidsongeschikte werknemers betreft’, waarbij in de codex over het welzijn op het werk het re-integratietraject is ingevoegd waarvan het voorliggende ontwerp beoogt af te wijken.

Aangezien het voorliggende besluit gedeeltelijk gebaseerd is op de machtiging die artikel 4, § 1, derde lid, van de wet van 4 augustus 1996 aan de Koning verleent, moet het worden beschouwd als één van de “in deze wet bedoelde maatregelen” in de zin van artikel 95 van de wet van 4 augustus 1996.

De steller van het ontwerp moet er dan ook op toezien dat het advies van de Hoge raad voor preventie en bescherming op het werk wordt ingewonnen.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Artikel 108 van de Grondwet moet in een nieuw eerste lid worden vermeld, aangezien die bepaling, gelezen in samenhang met artikel 68, § 3, vijfde lid, 2°, a) en c), van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ de rechtsgrond vormt van de artikelen 11 en 12, tweede lid, van het ontwerp.

Die bepalingen bieden de preventieadviseur-arbeidsarts en de korpscommandant immers een mogelijkheid, maar verplichten hen niet om de procedure op te starten die leidt tot de beoordeling van de medische geschiktheid, zoals geregeld bij het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 ‘betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform’.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Teneinde nauwkeurig af te bakenen wat onder “kandidaat-militair” moet worden verstaan, is het, zoals de afgevaardigde heeft beaamd, beter om artikel 1, 1°, aan te vullen met de woorden “bedoeld in artikel 3/1 van dezelfde wet”.

Artikel 2

De verwijzing naar artikel I.4-73, § 4, van de Codex over het welzijn op het werk in de definitie van het formulier van de re-integratiebeoordeling heeft weinig zin, aangezien het gebruik en de inhoud van dit formulier in het ontwerp zijn vastgelegd.

Punt 12° moet worden geschrapt.

Artikel 4

In artikel 4 wordt gebruikgemaakt van de uitdrukking “een reglement uitgevaardigd door de Minister”.

Er dient op gewezen te worden dat die uitdrukking, die reeds herhaaldelijk bekritiseerd is door de afdeling Wetgeving, dubbelzinnig is, voor zover ze zo geïnterpreteerd kan worden dat ze de overheid toestaat een regelgevende handeling te stellen waarop de vormvoorschriften die vervuld moeten zijn bij het uitvaardigen van een ministerieel besluit niet van toepassing zijn.²

De woorden “zijn vastgelegd in een reglement uitgevaardigd door de Minister” moeten worden vervangen door de woorden “zijn vastgelegd door de minister”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het ontworpen artikel 4/1, § 1, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 (artikel 23 van het ontwerp).

Artikel 9

Ter wille van de duidelijkheid moet de redactie van paragraaf 1, eerste lid, als volgt herzien worden:

“Binnen de veertien dagen vanaf de dag volgend op de dag van ontvangst van de aanvraag voor een re-integratietraject voert de preventieadviseur-arbeidsarts de re-integratiebeoordeling van de militair uit na hem te hebben opgeroepen.”

Artikel 17

De gemachtigde heeft beaamd dat de woorden “binnen dezelfde termijn als bedoeld in artikel 13” moeten worden vervangen door de woorden “binnen dezelfde termijn als bedoeld in artikel 16”.

² Zie recent advies 76.529/4 van 3 juli 2024 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 ‘betreffende de toekenning van een toelage voor pedagogische competenties aan de militairen van de krijgsmacht’.

Artikel 18

1. Naar aanleiding van de vraag waarom er geen bepaling is die de “werkgever” verplicht om contact op te nemen met de militair ingeval deze laatste niet reageert op het re-integratieplan, terwijl artikel I.4-75 van de Codex over het welzijn op het werk in een soortgelijke verplichting voorziet, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“Cet élément n’a pas été repris dans le projet en vue d’une simplification administrative.”

Met toepassing van artikel 4, § 1, derde lid, van de wet van 4 augustus 1996 bepaalt het ontworpen besluit voor de strijdkrachten een specifiek re-integratietraject dat afwijkt van het traject waarin boek I, titel 4, hoofdstuk VI, van de Codex over het welzijn op het werk voorziet.

Artikel 4, § 1, derde lid, van de wet van 4 augustus 1996 luidt als volgt:

“De Koning kan bijzondere maatregelen vaststellen om rekening te houden met de specifieke toestand van inzonderheid de thuiswerkers, de dienstboden en het huispersoneel, de kleine en middelgrote ondernemingen, de krijgsmacht, de politiediensten en de diensten voor burgerbescherming, met het oog op het bereiken van een gelijkwaardig beschermingsniveau.”

De Koning kan dus enkel afwijken van de bepalingen tot regeling van het re-integratietraject zoals vastgelegd in de Codex over het welzijn op het werk voor zover dat in het licht van de specifieke toestand van de krijgsmacht noodzakelijk is met het oog op het bereiken van een gelijkwaardig beschermingsniveau.

Het lijkt niet gepast dat “administratieve vereenvoudiging” als reden wordt opgegeven om te rechtvaardigen dat sommige nadere regels ter bescherming van de werknemer niet worden overgenomen.

Tenzij kan worden aangetoond dat die afwijking, gelet op de specifieke toestand van de krijgsmacht, verantwoord is, moet artikel 18 van het ontwerp worden gewijzigd teneinde daarin de in artikel I.4-75 van de Codex over het welzijn op het werk bepaalde regel op te nemen dat de werkgever opnieuw contact opneemt met de werknemer indien deze laatste niet reageert op het re-integratieplan.

2. In het vierde lid zijn de woorden “of uitblijven van reactie binnen de in het eerste lid bedoelde termijn” overbodig, aangezien uit het derde lid voortvloeit dat het uitblijven van reactie moet worden beschouwd als een weigering. Die woorden moeten weggelaten worden.

Artikel 20

Naar aanleiding van de vraag welke procedure moet worden gevolgd ingeval het re-integratieplan in de in het tweede en het derde lid bedoelde gevallen heronderzocht dient te worden, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“Afin de le clarifier, l'article 20 peut être complété par un nouvel alinéa: ‘Le réexamen visé aux alinéas 2 et 3 consiste à reprendre le trajet de réintégration conformément aux articles 9 à 19.’”

De bepaling moet in die zin worden herzien.

Artikel 22

1. Het ontworpen artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 luidt als volgt:

“De korpscommandant moet de procedure opstarten voor het verschijnen voor de MCGR voor de militair die:

1° zijn zesde maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat, hetzij doordat hij gedurende vijf opeenvolgende maanden afwezig is geweest, hetzij doordat hij vijf maanden over een periode van twaalf maanden afwezig is geweest;

2° opnieuw afwezig is om gezondheidsredenen binnen de 30 dagen na een hervatting van de dienst na een geschiktheidsbeslissing genomen tijdens het medisch onderzoek voorafgaand aan een verschijning voor de MCGR of een door de MCGR of de MCBGR vastgestelde geschiktheid.”

Naar aanleiding van de vraag wat de rechtsgrond is van die bepaling, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“Le fondement juridique est l'article 68, § 3, alinéa 5, 4°, de la loi du 28 février 2007 précitée, *juncto* l'article 68, § 3, alinéa 4, 3°. En effet, dans le cas du § 3, alinéa 5, 4°, la procédure CMAR doit être entamée. Afin de pouvoir appliquer cette disposition, il faut qu'une autorité soit déterminée pour entamer la procédure. Si le Conseil d'État l'estime nécessaire, l'article 108 de la Constitution peut être ajouté dans le préambule.”

De gemachtigde heeft voorts de volgende uitleg gegeven:

“(…) pour la justification du nouveau 1°, il faut considérer que le militaire en absence pour motif de santé est une constatation du fait que le militaire ne répond plus à son profil médical et qu'il ne peut donc pas exercer sa fonction. Nous précisons que les absences pour motifs de santé doivent obligatoirement être couvertes par un certificat médical, ce qui signifie qu'un médecin a constaté que le militaire ne peut, ne fût-ce que temporairement, exercer sa fonction au regard du profil médical requis. Toutefois, seule la CMAR est compétente pour apprécier le profil médical du militaire et se prononcer sur l'aptitude médicale au service comme militaire. Ainsi, lorsque le militaire entre dans un sixième mois d'absence pour motif de santé, il doit comparaître devant la CMAR. La procédure est dès lors déclenchée par le chef de corps, l'autorité militaire qui peut constater la durée de l'absence de plus de six mois et qui est compétent pour entamer cette procédure.

La même logique s'applique au nouveau 2°. En effet, lorsqu'un militaire connaît une rechute et se retrouve de nouveau en absence pour motif de santé, quand bien même il aurait été reconnu apte par la CMAR, il continue de ne pas répondre à son profil médical puisqu'il ne peut à nouveau pas exercer sa fonction. À nouveau, ceci doit être constaté par un médecin qui délivre un certificat médical. Nous considérons à ce moment-là qu'il se trouve à nouveau six mois après la première constatation médicale selon laquelle il ne répond pas à son profil médical, une nouvelle appréciation par la CMAR s'impose également. Il s'agit surtout dans ce cas, de ne pas devoir encore attendre un délai supplémentaire de six mois et obtenir une appréciation plus rapide de la CMAR."

2.1. Artikel 68, § 3, van de wet van 28 februari 2007 luidt als volgt:

"De militair moet voldoen aan de medische geschiktheidscriteria overeenstemmende met het vereiste medische profiel.

De medische geschiktheidscriteria worden bepaald door de Koning, naargelang het geval, per vakrichting, functie of nevenfunctie.

In voorkomend geval kan de Koning, voor het uitoefenen van bepaalde activiteiten, bijkomende medische geschiktheidscriteria bepalen.

Bovendien bepaalt de Koning:

1° de overheden, die een advies moeten geven over de medische geschiktheid van de militair;

2° de overheden die bevoegd zijn om te beslissen over de medische geschiktheid van de militair;

3° de procedure die leidt tot de beoordeling van de medische geschiktheid van de militair.

De beoordeling van de medische geschiktheid gebeurt:

1° volgens een periodiciteit bepaald door de Koning per functie, nevenfunctie of post;

2° op aanvraag van:

a) de korpscommandant van betrokken militair;

b) betrokken militair;

c) de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer bevoegd voor de eenheid van de betrokken militair;

d) de geneesheer die belast is met de medische steun van de eenheid waartoe de betrokken militair behoort;

e) de door de Koning aangewezen overheden;

3° op het ogenblik dat de militair zijn eenheid vervoegt na een ononderbroken afwezigheid om gezondheidsredenen van meer dan achtentwintig dagen;

4° ten laatste zes maanden na het ogenblik waarop vastgesteld werd dat betrokken militair niet meer voldeed aan zijn medische profiel.

Over een periode van zesendertig opeenvolgende maanden mag de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen niet meer dan vierentwintig maanden bedragen.

De militaire commissie voor geschiktheid en reform of de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform kan deze duur evenwel per gedeelte van maximum twaalf maanden verlengen, tot een maximumduur van zestig maanden, in de volgende gevallen:

1° voor de militair die aan een aandoening lijdt waarvoor er voldoende aanwijzingen zijn voor een mogelijke genezing;

2° voor de militair die aan een ernstige en langdurige aandoening lijdt.

Onder ernstige en langdurige aandoeningen worden enkel de chronische, somatische of fysieke aandoeningen van lange duur begrepen.”

In verband met die bepaling vermeldt de parlementaire voorbereiding het volgende:

“Paragraaf 3 legt de nadere regels vast voor de beoordeling van de medische geschiktheid. Deze beoordeling gebeurt concreet door een medisch onderzoek waarin wordt nagegaan of de militair beantwoordt aan het vereiste medisch profiel.

Dit profiel kan variëren in functie van de functie die de militair uitoefent of van de vakrichting.

In dit domein is het raadzaam dat de wetgever deze bevoegdheden delegeert aan de uitvoerende macht vanwege het medisch-technisch of louter procedureel aspect van de materie.

Het vijfde lid van § 3 machtigt de Koning om de periodiciteit van deze beoordeling vast te leggen. Naast de periodieke beoordeling werd de mogelijkheid van een beoordeling op aanvraag ingevoerd. Deze aanvraag kan uitgaan van de korpscommandant indien deze van oordeel is dat de militair niet meer beantwoordt aan het vereiste medisch profiel, of van de betrokken militair, wanneer deze laatste zelf twijfelt aan zijn geschiktheid of van een door de Koning aangewezen overheid zoals bijvoorbeeld de geneesheer-arbeidsinspecteur. Tenslotte is er een beoordeling voorzien ten gevolge van een tijdelijke ongeschiktheid van meer dan achtentwintig onderbroken dagen van afwezigheid om gezondheidsredenen of van zes maanden na een eerste vaststelling van ongeschiktheid.

Het zesde lid legt de maximumperiode van de afwezigheid om gezondheidsredenen vast. Het zevende lid bepaalt de omstandigheden waarin de periode vastgelegd in het vorige lid verlengd kan worden. Dit zou het geval kunnen zijn voor een militair die lijdt aan een erge, langdurige ziekte, maar waar toch de nodige indicaties van genezing aanwezig zijn.”³

2.2. In tegenstelling tot wat uit de uitleg van de gemachtigde blijkt, lijken de in de ontworpen bepaling bedoelde gevallen niet het in artikel 68, § 3, vijfde lid, 4°, van de wet van 28 februari 2007 bedoelde geval te omvatten.⁴

³ Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’ (*Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2879/1, 37-38).

⁴ Als dat het geval was, dan zou het ontworpen artikel 2, eerste lid, zich ertoe moeten beperken te bepalen dat de korpscommandant de procedure voor de beoordeling van de medische geschiktheid moet opstarten in het geval bedoeld in artikel 68, § 3, vijfde lid, 4°, van de wet van 28 februari 2007.

De machtiging die artikel 68, § 3, vierde lid, 3°, van die wet aan de Koning verleent met het oog op het vaststellen van “de procedure die leidt tot de beoordeling van de medische geschiktheid van de militair” moet overigens worden geïnterpreteerd in het licht van de algemene opzet van artikel 68, § 3, dat in zijn vijfde lid een exhaustieve opsomming geeft van de gevallen waarin een dergelijke beoordeling kan of moet worden uitgevoerd en daarbij dient rekening gehouden te worden met het in artikel 182 van de Grondwet vervatte wettigheidsbeginsel.⁵

Op grond van de machtiging kan de Koning dus enkel bepalen hoe die beoordeling moet worden uitgevoerd in de gevallen die de wet op limitatieve wijze voorziet.

Op grond van artikel 108 van de Grondwet⁶ zou overigens niet kunnen worden toegestaan dat extra gevallen worden bepaald waarin de beoordeling van de medische geschiktheid verplicht zou zijn.

Bij gebrek van een adequate rechtsgrond kan artikel 22 van het ontwerp, in zoverre het de korpscommandant verplicht de procedure op te starten om de militair voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform te doen verschijnen, dan ook niet worden vastgesteld.

De voorliggende bepaling zou daarentegen wel aanvaardbaar zijn indien ze, naar het voorbeeld van wat in artikel 12, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald, aldus zou worden herzien dat ze de korpscommandant van de betrokken militair een mogelijkheid biedt om de procedure voor de beoordeling van de medische geschiktheid op te starten. Door een dergelijke wijziging zou de bepaling binnen het toepassingsgebied kunnen vallen van artikel 68, § 3, vijfde lid, 2°, a), van de wet van 28 februari 2007, dat bepaalt dat de beoordeling van de medische geschiktheid kan worden opgestart op aanvraag van de korpscommandant.

Artikel 22 van het ontwerp moet in het licht van het voorgaande worden herzien.

Artikel 23

In de ontworpen paragraaf 2, 4°, a), moet worden verwezen naar artikel 6, “tweede lid”.

⁵ In verband met die grondwettelijke bepaling heeft het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 90/2015 van 18 juni 2015 het volgende geoordeeld:

“B.2.1. Artikel 182 van de Grondwet bepaalt: ‘De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen.’ Door aan de wetgevende macht de voormelde bevoegdheden toe te kennen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat alleen de uitvoerende macht de krijgsmacht regelt. Artikel 182 van de Grondwet waarborgt aldus aan elke militair dat hij niet aan verplichtingen kan worden onderworpen zonder dat daartoe is beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

B.2.2. Hoewel artikel 182 van de Grondwet aan de federale wetgever de regelgevende bevoegdheid voorbehoudt, sluit het echter niet uit dat de wetgever aan de Koning of aan een andere overheid een beperkte uitvoeringsbevoegdheid toekent. Een delegatie aan de Koning is niet strijdig met het wettigheidsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.”

⁶ Wanneer de Koning uitvoering geeft aan de bevoegdheid die hij krachtens artikel 108 van de Grondwet bezit, mag hij de draagwijdte van de wet niet verruimen noch beperken. Het staat aan hem om uit het beginsel en de algemene opzet van de wet de gevolgen af te leiden die daaruit natuurlijk voortvloeien naar de geest waarin die wet tot stand is gekomen en volgens haar finaliteit.

Artikel 27

Artikel 27 bepaalt dat het ontworpen besluit “in werking [treedt] op XXxxXX”.

Die datum moet aldus worden vastgesteld dat de adressaten van het ontworpen besluit over een redelijke termijn beschikken om kennis te nemen van de normen die het bevat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO